

COMMUNIQUE DU PARQUET

Le Parquet d'Abidjan informe le public qu'il poursuit ses investigations en vue de faire aboutir les enquêtes ouvertes à l'issue de la crise post-électorale. Ainsi, cette semaine, sur les trois grands volets de l'enquête, à savoir les infractions économiques, l'atteinte à la sûreté de l'Etat et les crimes de sang, l'on peut relever les faits suivants :

- Sur les infractions économiques :

Quatorze (14) commissions rogatoires internationales ont été délivrées cette semaine aux autorités judiciaires des 14 autres pays qui composent avec la Côte d'Ivoire l'espace CEDEAO avec pour objet de :

- 1- Identifier les biens meubles et immeubles appartenant aux personnes visées par les enquêtes ;
- 2- Rendre lesdits biens indisponibles ;
- 3- Geler les avoirs des personnes concernées en raison de ce que ceux-ci pourraient être les fruits des infractions poursuivies.

En outre, d'autres commissions rogatoires internationales ont été délivrées spécifiquement aux autorités judiciaires de la France, de la Belgique, du Canada et d'Israël aux mêmes fins. Il est important de rappeler que dans cette même procédure, 17 personnes sont déjà inculpées et placées en détention préventive, 7 mandats d'arrêt internationaux ont été lancés en l'encontre de personnes contre lesquelles existent des indices graves et concordants de participation aux faits incriminés

-Sur l'atteinte à la sûreté de l'Etat

Les investigations se poursuivent. Il est aussi important de souligner que 26 personnes ont été inculpées et placées en détention préventive.

- Sur les crimes de sang

Ouverte depuis le 12 juillet dernier, la cellule spéciale d'enquête sur la crise post-électorale continue de recevoir dans ses locaux sis au II Plateaux 7e Tranche les témoignages et les plaintes de victimes de crimes ou de leurs ayants droit.

La cellule enregistre une affluence significative des personnes susvisées dans ses locaux. Entre le 12 et le 22 juillet 2011, l'on a enregistré 147 victimes qui ont toutes été entendues par les enquêteurs.

En ce qui concerne le gel des avoirs, cette mesure prise pour les nécessités de l'enquête préliminaire ne s'avère plus nécessaire pour certaines personnes en raison des éléments recueillis au cours des investigations.

Aussi le Parquet a-t-il décidé de lever ladite mesure pour 31 des mis en cause.

Fait à Abidjan le 22 - 07- 2011

P/le Procureur de la République

Le Porte-parole par intérim

Le substitut du Procureur DJE Noel Y. E.